

CA23'

Ministère de la Famille et de l'Intégration	
Commission de médiation (Surendettement)	
Entrée le	25 JAN. 2010
N°	A-13-53

Eingegangen
27 JAN. 2010
Erledigt:

Répertoire n°: 120/2010
E-SUR-6/09

Audience publique du 15 janvier 2010

Le tribunal de paix d'Esch-sur-Alzette, arrondissement judiciaire et Grand-Duché de Luxembourg, a rendu le jugement qui suit:

dans la cause entre:

Guy GODERT et Sylviane CASA demeurant à **3429 Dudelange, 49, route de Burange**

- *partie requérante, partie débitrice* -, comparant en personne,

et

1) la BANQUE RAIFFEISEN, établie et ayant son siège social à L-2134 Luxembourg, 46, rue Charles Martel, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

- *partie créancière* -, faisant défaut,

2) la DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG SA, établie et ayant son siège social à L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le section B 6307 à Luxembourg,

- *partie créancière* -, comparant par Maître Sophie STEICHEN, en remplacement de Maître Jean KAUFFMAN, avocats à Luxembourg,

3) la BANQUE FORTUNA s.c., établie et ayant son siège social à L-2330 Luxembourg, 130-132, boulevard de la Pétrusse,

- *partie créancière* -, comparant par Mme Lucinda PEREIRA,

4) la BANQUE ET CAISSE DE L'EPARGNE DE L'ETAT, établissement public autonome, ayant son siège social à L-2954 Luxembourg, 1, Place de Metz, représentée par son Comité de Direction,

- *partie créancière* -, comparant par M. Marc BECKER,

5) la BGL BNP PARIBAS SA, établie et ayant son siège social à L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

CA24



- *partie créancière* -, faisant défaut,
- 6) ALPHA CREDIT SA, établie et ayant son siège social à B-1000 Bruxelles, 60, rue Ravenstein, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,
- *partie créancière* -, faisant défaut,
- 7) ATRADIUS ICP SA, établie et ayant son siège social à B-5100 Namur, 74-78, avenue Prince de Liège, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,
- *partie créancière* -, faisant défaut,
- 8) PSA FINANCE BELUX SA, établie et ayant son siège social à B-1180 Bruxelles, 99, rue de l'Etoile, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,
- *partie créancière* -, faisant défaut,
- 9) Jean-Marie COLLE, demeurant à L-3360 Leudelange, [redacted],
- *partie créancière* -, faisant défaut,
- 10) Carlo KARPEN, demeurant à L-8083 Bertrange, [redacted],
- *partie créancière* -, faisant défaut,

et encore:

la TRESORERIE DE L'ETAT, sise à L-1475 LUXEMBOURG, 3, rue du Saint Esprit,

- *partie tierce saisie* -, faisant défaut,

en présence de

la LIGUE LUXEMBOURGEOISE DE PREVENTION ET D'ACTION MEDICO-SOCIALES, œuvre sociale d'utilité publique, établie à L-2181 Luxembourg, 2, rue Georges C. Marshall,

- *service d'information et de conseil en matière de surendettement* -, comparant par M. Christian WAGENER.

Faits:

Par requête déposée au greffe de la justice de paix d'Esch-sur-Alzette le 13 novembre 2009, Yvonne GÖDDER et Sylviane CASA ont fait convoquer les parties créancières de sub



CH25

1) à sub) 10) ainsi que la partie tierce saisie aux fins de se voir admettre à la procédure de règlement judiciaire suivant un projet de plan de règlement conventionnel de leur dettes annexé à la prédicté requête.

Suivant ordonnance, répertoire n° 2443/09 du 19 novembre 2009, exécutoire par provision nonobstant l'exercice d'une voie de recours légale, le Juge de Paix d'Esch-sur-Alzette ordonna avec effet immédiat la suspension des mesures d'exécution en cours sur les biens meubles ou immeubles de **Mr. GOEDER** et de **Sylviane CASZ** à l'exception des procédures d'exécution diligentées contre les débiteurs portant sur des dettes alimentaires.

Toutes les parties intéressées furent convoquées par le greffe à l'audience publique du 8 janvier 2009.

A cette audience publique, les requérants **Mr. GOEDER** et **Sylviane CASZ**, les représentants des parties créancières sub 2) sub 3) sub 4) et le représentant du service d'information et de conseil en matière de surendettement de la Ligue Médico Sociale, furent entendus en leurs explications et conclusions.

Les autres parties, bien que dûment convoquées, n'ont pas comparu.

Sur ce le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, à laquelle le prononcé avait été fixé, le

jugement

qui suit:

Vu la requête régulièrement déposée par **Mr. GOEDER** et **Sylviane CASZ** au greffe de la justice de paix d'Esch-sur-Alzette le 13 novembre 2009;

Vu l'ordonnance rép. n° 2443/09 du 19 novembre 2009 ;

Vu les convocations régulières des parties à l'audience ;

Bien que régulièrement convoquées, les parties créancières sub 1), sub 5) sub 6) sub 7) sub 8) sub 9 et sub 10) n'ont pas comparu à l'audience. Conformément à l'article 9 de la loi du 8 décembre 2000 concernant la prévention du surendettement et portant introduction d'une procédure collective des dettes en cas de surendettement le présent jugement est réputé contradictoire à leur égard et n'est pas susceptible d'opposition.

La Commission de Médiation ayant, en sa séance du 29 septembre 2009, constaté l'échec de la procédure de règlement conventionnel, la requête déposée par les requérants le 13 novembre 2009 est recevable.

Les requérants soumettent au tribunal un projet de plan de redressement élaboré par le Service d'information et de conseil en matière de surendettement que voici :

DEBITEUR: [REDACTED]	INTERVENANT: [REDACTED]	DOSSIER: [REDACTED]	DATE: 05/06/2009
----------------------	-------------------------	---------------------	------------------

PROJET DE PLAN DE REGLEMENT CONVENTIONNEL

CREANCIER	RELEVÉ DES DETTES SUIVANT DOSSIER					REDRESSEMENT PROPOSE										RESULTAT PROJET ACCEPTÉ(A) / REFUSÉ(R)	
	MONTANT ORIGINAL	DUREE	MENSUALITE	TAEG	SOLDE REDU	REMBT. TOTAL	TAEG	DUREE DU PLAN			1ère Phase		2ème Phase		3ème Phase		
								MOIS	titre échelance	dernière échelance	Durée	Mensualité	Durée	Mensualité	Durée		Mensualité
	12.000,00	60	242,00	10,05%	11.035,82	11.035,82	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	1.309,00	74	131,00	1	32,82	A
Banque Raiffeisen	30.000,00	60	605,00	10,05%	25.812,91	25.812,91	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	3.066,00	74	307,00	1	28,91	A
Dexia Bil	45.300,00	60	886,73	5,79%	17.960,90	17.960,90	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	2.166,00	74	213,00	1	32,90	A
Fortuna	36.000,00	48	806,10	3,50%	12.086,61	12.086,61	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	1.476,00	74	143,00	1	28,61	A
3CEE	45.000,00	60	917,45	7,82%	41.336,61	41.336,61	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	5.016,00	74	490,00	1	60,61	A
3GL	**	**	**	0,00%	3.821,46	3.821,46	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	448,00	74	45,00	1	43,46	A
3GL	25.000,00	60	475,67	5,47%	17.192,61	17.192,61	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	2.094,00	74	203,00	1	76,61	A
Alpha Crédit	40.000,00	60	790,64	7,15%	31.356,93	31.356,93	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	3.813,00	74	372,00	1	15,93	A
Aradius (Cogifi)	60.000,00	84	1.097,22	14,00%	67.578,67	67.578,67	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	8.209,00	74	800,00	1	169,67	A
SA Finance	10.478,00	36	348,47	8,39%	10.475,67	10.475,67	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	1.271,00	74	124,00	1	28,67	R
SA Finance	1.700,00	**	100,00	0,00%	1.700,00	1.700,00	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	206,00	74	20,00	1	14,00	A
SA Finance	11.000,00	**	250,00	0,00%	8.750,00	8.750,00	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	1.064,00	74	103,00	1	64,00	A
SA Finance	11.000,00	**	**	0,00%	9.500,00	9.500,00	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	3.057,00	74	298,00	1	117,94	A
SA Finance	24.200,00	**	**	5,50%	25.226,94	25.226,94	0,00%	76	05.12.09	05.03.16	1	1.166,00	74	112,00	1	46,00	A
TOTAUX	351.678,00	**	6.519,28	**	283.835,13	283.835,13	**	**	**	**	**	34.361,00	**	3.361,00	**	760,13	**

Eingegangen
27 JAN. 2010
Erledigt:

C127

Ce plan qui prévoit un remboursement des dettes sur 76 mois à raison de 100 %, dont le montant total s'élève à 283.835,13 € a été accepté par tous les créanciers à l'exception du créancier PSA FINANCE BELUX qui entend procéder à la vente de la voiture automobile des époux **GOEDERT-CAS** en vertu d'une clause de réserve de propriété insérée dans le contrat de prêt à tempérament conclu avec les parties requérantes.

Il appert des éléments du dossier que la société PSA FINANCE BELUX SA se prévaut de l'article 5 B), D) et H) des conditions générales annexées au contrat conclu avec **GOEDERT** et **Sylviane CAS** reproduites en copie à la page suivante :



C128

Dans les relations entre professionnels et consommateurs, il appartient aux juridictions de se prononcer sur l'opposabilité des clauses contenues dans les conditions générales invoquées par le professionnel en analysant s'il y a eu acceptation écrite, et au cas où les conditions générales sont déclarées opposables au consommateur, de se prononcer sur la validité de ces clauses au vu des articles 1^{er} et 2 de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection du consommateur. (Cour de cassation du Grand-Duché de Luxembourg 15.02.2001 Jean MARCHETTI c/ MOBILUX SA n° 1752 du registre arrêt n° 13/01)

L'article 1135-1. alinéa 1er du code civil dispose ce qui suit:

" Les conditions générales d'un contrat préétablies par l'une des parties ne s'imposent à l'autre partie que si celle-ci a été en mesure de les connaître lors de la signature du contrat et si elle doit, selon les circonstances, être considérée comme les ayant acceptées."

Pour être opposable au consommateur, il faut donc que l'adhérent ait facilement pu en prendre connaissance avant la conclusion du contrat. En l'occurrence, force est de constater que les dispositions de l'article 5 des conditions particulières, parmi lesquelles se trouve novée la clause de réserve de propriété invoquée par le créancier PSA FINANCE BELUX, sont imprimées en caractères minuscules franchement illisibles de sorte que le tribunal n'est pas en mesure d'exercer son contrôle. A fortiori, la clause de réserve de propriété a dû échapper à l'attention des époux **FEDERICAS** qui n'y ont donc pas pu consentir. Il convient partant d'en écarter l'application. (cf. Camille HOFFMANN, Les clauses abusives en droit luxembourgeois, Feuille de Liaison de la Conférence Saint-Yves, n°58, page 21 et réf. y citées)

Dès lors que le plan de redressement prévoit que les créances sont remboursées à raison de 100% de leur principal, le tribunal estime que les intérêts de la société PSA FINANCE BELUX ne sont pas sérieusement lésés par l'adoption du plan de redressement proposé. Le tribunal ne pouvant pas traiter la créancière PSA FINANCE BELUX mieux que les autres créanciers se trouvant dans la même situation, le refus de celle-ci doit par conséquent être qualifié d'abus de droit que, conformément à l'article 6-1 du Code Civil, il importe de faire cesser, pour empêcher la persistance dans l'abus, par l'entérinement définitif du projet élaboré par le Service d'information et de conseil en matière de surendettement.

Dans l'intérêt des parties requérantes et avec leur accord, le tribunal désigne la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales, représentée par son conseil d'administration, pour assurer un accompagnement social des requérants et plus particulièrement pour prendre en charge la gestion de leur budget familial suivant les modalités du plan de redressement.

Vu l'article 15 de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement et vu également l'urgence, il y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire du présent jugement.

Par ces motifs,

le Tribunal de Paix de et à Esch-sur-Alzette, siégeant en matière de surendettement statuant contradictoirement à l'égard des parties et en premier ressort,



dit que les conditions particulières du contrat de prêt et plus particulièrement la clause de réserve de propriété insérées dans le contrat de prêt signé entre les époux **GOEDERT** **CASA** et la société anonyme PSA FINANCE BELUX SA sont inopposables aux époux **GOEDERT-CASA**;

entérine le plan de redressement judiciaire soumis par les requérants à l'audience publique du 8 janvier 2010 et reproduit dans la motivation du présent jugement;

charge le Service d'accompagnement social de la Ligue d'action et de prévention médico-sociales de la gestion des finances des époux **Guy GOEDERT** et **Sylviane CASA**;

dit qu'à partir du jour de la notification du présent jugement et pendant la durée du plan de redressement, la partie tierce saisie TRESORERIE DE L'ETAT devra verser l'intégralité des revenus dont bénéficie **Guy GOEDERT** à la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales ;

dit que la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales devra employer les fonds au remboursement des mensualités échus et à échoir en vertu du plan de redressement entériné aux termes du présent jugement ainsi qu'au règlement des charges périodiques courantes (dépenses mensuelles de logement, taxes communales et autres, assurances etc,) et remettre à **Guy GOEDERT** et **Sylviane CASA** les sommes nécessaires pour couvrir les besoins élémentaires de la vie courante ;

fixe l'affaire au rôle général ;

ordonne l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant toute voie de recours et sans caution.

Ainsi décidé, jugé et prononcé en audience publique à Esch-sur-Alzette par Georges MUHLEN, juge de paix, assisté du greffier Joëlle GRETHEN, qui ont signé le présent jugement.

[Signature]

[Signature]

Ministère de la Famille et de l'Intégration	
Commission de médiation (Surendettement)	
Entrée le	25 JAN. 2010
N°	[REDACTED]



POUR COPIE CONFORME
Esch s/Alzette, le

21 JAN. 2010

Le Greffier

